

Le réseau de l'aide juridique  
au service des gens...



CI-225  
2022-05-03  
A. Martin

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Avril 2022



# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES	
P.1	SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 (ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2021-2022, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	2
P.6	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2021-2022. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.	4
P.7	LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2021-2022.	5
P.9	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2021-2022. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS, DE REPAS OU AUTRES; E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021-2022; F. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	6
P.11	NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.	9
P-12	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.	10
P.13	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 : A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.	11
P.14	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2021-2022 : A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.	12

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.15	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 : A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME; D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES; E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.	13
P.20	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2021-2022. INDIQUER : A. LE LIEU; B. LE COÛT; C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.	14
P.21	POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE : A. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS; B. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE; C. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION; D. LA LISTE DES PARTICIPANTS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.	18
P.22	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2021-2022 : A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION; B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES; C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.	19
P.51	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2021-2022, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	20
P.52	MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	22
P.53	NOMBRE DE PROFESSIONNELS ET D'EMPLOYÉS TRAVAILLANT SUR UNE RÉVISION DES TARIFS D'AIDE JURIDIQUE.	23
P.54	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2022.	24
P.55	POUR 2021-2022, FOURNIR : A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.	25
P.56	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS EN 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	26

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.57	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION EN 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	28
P.58	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL EN 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	30
P.59	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL EN 2021-2022 : A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS; B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉS, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES; C. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; E. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	32
P.60	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF EN 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	35
P.61	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	37
P.62	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL EN 2021-2022 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	38
P.63	COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS EN 2021-2022.	40
P.64	COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	41
P.65	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2021-2022.	42
P.66	VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2022, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	43
P.67	BILAN DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR EN 2021-2022. INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET ACCEPTÉES PAR RÉGION.	46
P.68	EN 2021-2022, LE NOMBRE DE DEMANDEURS DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, JUGÉS INADMISSIBLES EN RAISON DE REVENUS TROP ÉLEVÉS, LIÉS À UNE PENSION ALIMENTAIRE. POUR LES DEMANDEURS PRÉCÉDENTS, LA VALEUR TOTALE DES PENSIONS ALIMENTAIRES ET LA SOMME QUE L'ÉTAT A ÉPARGNÉE EN LES DISQUALIFIANT.	47

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.70	<p>LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :</p> <p>A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;</p> <p>B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;</p> <p>C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;</p> <p>E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.</p>	48
P.72	<p>LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR L'ANNÉE 2021-2022.</p>	49
P.93	<p>ÉVOLUTION PAR MOIS DES EFFECTIFS DANS LE NORD (NOTAMMENT JUGES, TRAVAILLEURS PARAJUDICIAIRES, INTERPRÈTES ET PROCUREURS).</p>	50
P.103	<p>BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES DE LA STRATÉGIE DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, VENTILÉ ET SOMMES OCTROYÉES PAR MESURE EN DATE DU 31 MARS 2022.</p>	51



P.1 SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 (ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

---

## ORGANISMES

---

### COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2021-2022 (K\$)
<b>LOGICIELS ET MATÉRIEL</b>	85.0 K \$
<b>SERVICES PROFESSIONNELS</b>	
• INTERNE	
• EXTERNE	
• CSPQ / ITQ	9.1 K \$
<b>TOTAL</b>	<b>94.1 K \$</b>



**P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2021-2022, INDIQUER :**

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

## **ORGANISMES**

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

#### **A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

- ME YVAN NIQUETTE (PRÉSIDENT JUSQU'AU 27 AOÛT 2021)
- ME DANIEL LAFRANCE (PRÉSIDENT)
- ME NADINE KOUSSA (VICE-PRÉSIDENTE)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME JEAN LAZURE (COMMISSAIRE)
- ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL (COMMISSAIRE)
- ME AMÉLIE BINETTE (COMMISSAIRE)
- ME MARIE-JOSÉE HÉTU (COMMISSAIRE)
- MME NADINE LEGAL (COMMISSAIRE)
- ME AMÉLIE CHARLEBOIS (COMMISSAIRE)
- ME SOPHIE NOËL (COMMISSAIRE)
- ME JOANIE LALONDE-PIECHARSKI (COMMISSAIRE)
- MME VÉRONIQUE JEANSON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- ME JULIEN-MAURICE LAPLANTE (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

#### **B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	12 JANVIER 2022	11 JANVIER 2025	DÉCRET 41-2022
ME AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	12 JANVIER 2022	11 JANVIER 2025	DÉCRET 41-2022
ME MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	23 FÉVRIER 2022	22 FÉVRIER 2025	DÉCRET 202-2022
MME NADINE LEGAL	COMMISSAIRE	23 FÉVRIER 2022	22 FÉVRIER 2025	DÉCRET 202-2022
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	23 FÉVRIER 2022	22 FÉVRIER 2025	DÉCRET 202-2022

#### **C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME DANIEL LAFRANCE	PRÉSIDENT	28 AOÛT 2021	28 AOÛT 2026	DÉCRET 1142-2021
ME SOPHIE NOËL	COMMISSAIRE	13 OCT. 2021	13 OCT. 2024	DÉCRET 1327-2021
ME JOANIE LALONDE-PIECHARSKI	COMMISSAIRE	10 NOV. 2021	10 NOV. 2024	DÉCRET 1427-2021
ME NADINE KOUSSA	VICE-PRÉSIDENTE	15 NOV. 2021	15 NOV. 2026	DÉCRET 1382-2021
ME AMÉLIE CHARLEBOIS	COMMISSAIRE	23 FÉV. 2022	23 FÉV. 2025	DÉCRET 202-2022

#### **D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME YVAN NIQUETTE	PRÉSIDENT	436 \$	58 \$	800 \$
ME DANIEL LAFRANCE	PRÉSIDENT	424 \$	125 \$	0 \$
ME NADINE KOUSSA	VICE-PRÉSIDENTE	19 \$	417 \$	0 \$
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	1 954 \$	420 \$	0 \$
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
ME JEAN LAZURE	COMMISSAIRE	105 \$	102 \$	0 \$

ME RÉJEAN OLIVIER LABEL	COMMISSAIRE	378 \$	124 \$	0 \$
ME AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
ME MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
MME NADINE LEGAL	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
ME AMÉLIE CHARLEBOIS	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
ME SOPHIE NOËL	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
ME JOANIE LALONDE- PIECHARSKI	COMMISSAIRE	0 \$	0 \$	0 \$
MME VÉRONIQUE JEANSON	COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	0 \$	0 \$	0 \$
ME JULIEN-MAURICE LAPLANTE	COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE	0 \$	0 \$	0 \$

**P.6 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2021-2022. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.**

---

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

LES RÉALISATIONS 2021-2022

MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES INFORMATIQUES ET DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

VENTILATION DES SOMMES ALLOUÉES DANS LE RÉSEAU

<b>2021-2022</b>	
<b>RÉGIONS</b>	<b>PHASE 22</b>
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10 756
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	42 364
CÔTE-NORD	13 323
ESTRIE	16 080
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	90 617
MAURICIE-BOIS-FRANCS	30 635
MONTRÉAL	232 454
OUTAOUAIS	52 968
QUÉBEC	54 078
RIVE-SUD	78 411
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	47 022
CSJ	82 000
<b>TOTAL</b>	<b>750 708\$</b>

SOMMES AVANCÉES EN 2021-2022 PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR : AUCUNE

**P.7 LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2021-2022.**

---

**ORGANISMES**

---

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

<b>DATE</b>	<b>NOMBRE DE MANDATS</b>	<b>DESCRIPTION DU MANDAT</b>	<b>DÉPENSE 2021-2022</b>
01-04-2021	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – MONTRÉAL- (5800, RUE ST-DENIS, MONTRÉAL, QUÉBEC)	46 024 \$
01-04-2021	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – RIVE-SUD- (431, RUE STE-ANNE, ST-HYACINTHE, QUÉBEC)	118 233 \$

**P.9** LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2021-2022. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT;
  - B. LES MEMBRES;
  - C. LE BUDGET;
  - D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS, DE REPAS OU AUTRES;
  - E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021-2022;
  - F. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.
- 

VOIR PAGES SUIVANTES.

## ORGANISMES

### COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
ASSOCIATION DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DU CANADA	ASSURER UNE STRUCTURE PERMETTANT D'ÉCHANGER DE L'INFORMATION ET DES POINTS DE VUE AU SUJET DES BESOINS ET SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE DE DISCUTER DE PROBLÈMES EXISTANTS ET DE L'ÉVOLUTION DES DIVERS RÉGIMES, DE MÊME QUE DE DIVERS ASPECTS DE L'AIDE JURIDIQUE ET DE QUESTIONS PUBLIQUES PERTINENTES QUI REPRÉSENTENT UN INTÉRÊT NATIONAL EN MATIÈRE D'AIDE JURIDIQUE.	ME MARIE-CLAUDE MARCIL	5
COMITÉ CONSULTATIF SUR LA VIOLENCE CONJUGALE ET DE LA PRATIQUE JUDICIAIRE	SOUTENIR LES VICTIMES, LEUR OFFRIR D'AVANTAGE D'INFORMATION, DE CONSEILS ET DE REPRÉSENTATION. RAPPROCHER LES MAISONS D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	ME NADINE KOUSSA ME MARIE-CLAUDE MARCIL	3
COMITÉ DE PARTIES PRENANTES DU BUREAU DE LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE-PROGRAMME LEXIUS	DISCUTER DES ENJEUX RELATIVEMENT À LA JUSTICE SANS PAPIER	ME DANIEL LAFRANCE	2
COMITÉ D'ARRIMAGE TACTIQUE ET OPÉRATIONNEL AVEC LES PARTENAIRES-PROGRAMME LEXIUS	DISCUTER DE L'ARRIMAGE ENTRE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE GOUVERNEMENTALE ET LES DIVERS PARTENAIRES DE LA JUSTICE	ME DANIEL LAFRANCE ME RICHARD LA CHARITÉ	2
COMITÉ ÉLARGI DES VISIO-COMPARUTIONS LES FINS DE SEMAINE	AMÉLIORER L'OFFRE DE SERVICE DE COMPARUTION ET D'ENQUÊTES SUR MISE EN LIBERTÉ LES FINS DE SEMAINES ET LES JOURS FÉRIÉS S'AJOUTANT À L'OFFRE DE SERVICE ACTUELLE.	ME DANIEL LAFRANCE	3
COMITÉ JUSTICE DANS LE NORD	LIEU D'ÉCHANGE FORMEL EN VUE DE FAVORISER DE MEILLEURES COLLABORATION ET CONCERTATION AVEC LES DIVERS PARTENAIRES DE LA JUSTICE.	ME YVAN NIQUETTE	5
COMITÉ DE COORDINATION PAJ-SM	ASSURER DU BON FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE-SANTÉ MENTALE DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC	ME DANIEL LAFRANCE	3
COMITÉ STRATÉGIQUE PAJ-SM	ASSURER UN DÉPLOIEMENT UNIFORME DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE-SANTÉ MENTALE DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC	ME DANIEL LAFRANCE	2
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	DÉVELOPPER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE BIEN AIGUILLER LE CITOYEN SUR LES SERVICES QUI S'OFFRE À LUI	ME YVAN NIQUETTE ME DANIEL LAFRANCE	3
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	LIEU D'ÉCHANGE FORMEL EN VUE DE FAVORISER DE MEILLEURES COLLABORATION ET CONCERTATION EN MATIÈRE DE SERVICES SOCIAUX, POLICIERS, JUDICIAIRES ET CORRECTIONNELS	ME YVAN NIQUETTE ME DANIEL LAFRANCE	3
FORUM DES COMMUNICATEURS GOUVERNEMENTAUX	ASSURER LA QUALITÉ DES COMMUNICATIONS EXTERNES	ME RICHARD LA CHARITÉ	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
<p>GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT SUR L'AIDE JURIDIQUE FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (GTP-FPT)</p>	<p>COMPTE TENU DE L'IMPORTANCE DE L'AIDE JURIDIQUE POUR :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES PERSONNES VULNÉRABLES ET DÉFAVORISÉES SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE, ET</li> <li>LE FONCTIONNEMENT ÉQUITABLE, EFFICACE ET EFFICIENTE DU SYSTÈME DE JUSTICE</li> </ul> <p>LE GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR L'AIDE JURIDIQUE (GTP) DOIT CONSEILLER ET SOUTENIR LES SOUS-MINISTRES FPT RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE POUR ASSURER LA PRESTATION DE SERVICES D'AIDE JURIDIQUE AUX PERSONNES ADMISSIBLES, Y COMPRIS CELLES QUI SONT ACCUSÉES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET CELLES QUI ONT BESOIN D'AIDE JURIDIQUE DANS LES AFFAIRES LIÉES À L'IMMIGRATION ET AU STATUT DE RÉFUGIÉ, AU MOYEN D'UN PARTENARIAT CONTINU ET D'UNE CONSTANTE COLLABORATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX ET LES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE.</p>	<p>ME MARIE-CLAUDE MARCIL M. YVES BOISVERT</p>	<p>12 4</p>
<p>GROUPE DE TRAVAIL INDÉPENDANT SUR LES TARIFS D'AIDE JURIDIQUE</p>	<p>FORMULER DES RECOMMANDATIONS QUANT À LA RÉFORME DE LA STRUCTURE TARIFAIRE DE L'AIDE JURIDIQUE.</p>	<p>ME ODETTE LEGENDRE (OBSERVATRICE)</p>	<p>20</p>
<p>GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE</p>	<p>AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT ET L'EXPÉRIENCE DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE. IL DEVRA NOTAMMENT ÉVALUER ET DÉTERMINER LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA MISE EN PLACE D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ.</p>	<p>ME DANIEL LAFRANCE</p>	<p>5</p>
<p>PROGRAMME DE CONSOLIDATION DES CENTRES DE TRAITEMENT INFORMATIQUE (PCCTI)</p>	<p>CONSOLIDER LES SALLES DE TRAITEMENT INFORMATIQUE</p>	<p>CARL PINEAULT</p>	<p>10</p>
<p>RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS</p>	<p>DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.</p>	<p>ME RICHARD LA CHARITÉ</p>	<p>AUCUNE RENCONTRE, CONSULTATIONS RÉALISÉES PAR COURRIEL.</p>
<p>RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'APPLICATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES.</p>	<p>SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, TENIR LES RESPONSABLES À JOUR SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS AU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE EN MATIÈRE CONTRACTUELLE</p>	<p>MME CLAUDIE CÔTÉ</p>	<p>2</p>
<p>TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES.</p>	<p>CETTE TABLE A POUR OBJECTIF D'ÉCHANGER SUR LES OUTILS, LES PRATIQUES ET LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES.</p>	<p>ME ODETTE LEGENDRE ME RICHARD LA CHARITÉ</p>	<p>2</p>
<p>TABLE JUSTICE QUÉBEC ET SOUS-COMITÉ</p>	<p>DISCUTER DES ENJEUX VISANT À AMÉLIORER L'ACCÈS À LA JUSTICE, NOTAMMENT DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19</p>	<p>ME YVAN NIQUETTE ME RICHARD LA CHARITÉ (SOUS-COMITÉ EN MATIÈRE CIVILE ET PETITES CRÉANCES) ME DANIEL LAFRANCE (SOUS-COMITÉ EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE)</p>	<p>1 3 0</p>

**P.11 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.**

---

---

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

AUCUN.

P.12 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.

---

## ORGANISMES

---

### COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FIRME	Coût
SOM	12 600 \$
	\$

**P.13** POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 :

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;
- B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
- C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;
- D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.

---

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

AUCUN

**P.14** POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2021-2022 :

- A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
- B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
- C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
- D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
- E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

---

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

<b>NOM DE LA CAMPAGNE</b>	<b>COÛTS</b>	<b>NOM DE LA FIRME</b>	<b>DIFFUSION</b>	<b>OBJECTIF VISÉ</b>
CAMPAGNE WEB DU SERVICE ADMINISTRATIF DE RAJUSTEMENT DE PENSION ALIMENTAIRE (SARPA) ET LE SERVICE D'AIDE À L'HOMOLOGATION (SAH)	109 468 \$	CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES (LES ÉVADÉS ET COSSETTE MÉDIAS)	OCTOBRE À DÉCEMBRE 2021	FAIRE CONNAITRE LES SERVICES À LA POPULATION

**P.15 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 :**

- A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;**
  - B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;**
  - C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME;**
  - D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES;**
  - E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.**
- 

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES :**  
AUCUN.
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES :**  
7 341 \$
- C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME :**  
NON APPLICABLE.
- D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES :**  
NON APPLICABLE.
- E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM SU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES :**  
NON APPLICABLE.

**P.20** LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2021-2022. INDIQUER :

- A. LE LIEU;
- B. LE COÛT;
- C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

---

LES INFORMATIONS SONT PRÉSENTÉES DANS LES PAGES SUIVANTES.

## ORGANISMES

### COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LIEU	COÛT TOTAL	DATE	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
N/A	35 939 \$	N/A	N/A	3428311 CANADA INC. (BONHEUR EN VRAC)	CONTRAT DE PRODUCTION ET DE MISE EN LIGNE DE FORMATION POUR LES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE EN SUBSTITUTION DES JOURNÉES DE FORMATION ANNUELLES EN MODE PRÉSENTIEL. (FORMATION NON ENCORE DISPONIBLES, CAR EN MONTAGE)
N/A	35 \$	10 MARS 2021	1	CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	"UN AN DE GESTION DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 À MONTRÉAL - ÉTAT DES LIEUX."
N/A	250 \$	26 AVRIL 2021	1	ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS	"FORMATION PRINTEMPS DES PRIORITÉS 4 THÈMES."
N/A	32 \$	5 MAI 2021	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"LE PROFILAGE RACIAL EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE."
N/A	86 \$	5 MAI 2021	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"COUR SUPRÊME: DÉCISIONS RÉCENTES ET FONDAMENTALES POUR LES CRIMINALISTES."
N/A	54 \$	5 MAI 2021	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"VOYAGE AU CŒUR DU DROIT DE L'IMMIGRATION. LA GRANDE ÉPOPÉE POUR LES CRIMINALISTES."
N/A	86 \$	5 MAI 2021	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN MATIÈRE DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS."
N/A	43 \$	5 MAI 2021	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"MESURE D'EXÉCUTION: ORDONNANCE D'EXPULSION ET OPPOSITION."
N/A	32 \$	5 MAI 2021	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"SURVOL DES RECOURS DISPONIBLES EN VERTU DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR."
N/A	32 \$	5 MAI 2021	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"LES RECOURS EN DROIT FISCAL."
N/A	86 \$	5 MAI 2021	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"LA RÉFORME DE LA LOI SUR LE DIVORCE."
N/A	65 \$	5 MAI 2021	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DE LA JEUNESSE ET EN ADOPTION, REVUE DE LA JURISPRUDENCE, OCTOBRE 2016 À OCTOBRE 2020."
N/A	86 \$	5 MAI 2021	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"LA PROCÉDURE D'ÉVALUATION MÉDICALE PRÉVUE À LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES: PRINCIPES, RÉFLEXES ET STRATÉGIES."
N/A	43 \$	5 MAI 2021	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"L'ARRÊT VAVILOV OU LORSQUE LA NORME DE LA DÉCISION RAISONNABLE DEVIENT LA NORME (OU PRESQUE)."
N/A	32 \$	5 MAI 2021	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"REVUE DE LA JURISPRUDENCE MARQUANTE RÉCENTE (2019-2020) EN MATIÈRE D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS."
N/A	4 340 \$	28 MAI 2021	5	PROSCI CANADA, ULC	"GESTION DU CHANGEMENT DANS LA CADRE DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE. "

LIEU	COÛT TOTAL	DATE	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
N/A	51 \$	3 JUIN 2021	1	CNESST	"LE FUTUR DE LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL: COMMENT LA COVID-19 VA-T-ELLE TRANSFORMER LA SANTÉ ORGANISATIONNELLE?"
N/A	51 \$	10 JUIN 2021	1	CNESST	"LES POURSUITES PÉNALES ET CRIMINELLES: COMMENT DÉTERMINER L'IMPUTABILITÉ EN SST DE L'ORGANISATION OU DE SES AGENTS?"
N/A	495 \$	7 JUILLET 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC	"COLLOQUE FAMILIAL 2021."
N/A	50 \$	8 JUILLET 2021	1	ORDRE DES CPA	"ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE PROF. POUR TOUS."
N/A	19 \$	2 AOÛT 2021	1	BARREAU DU QUÉBEC	"L'OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ."
N/A	115 \$	12 AOÛT 2021	1	ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS	"ÉVÈNEMENT SPÉCIAL: VACCINATION, GESTION ET SANTÉ PSYCHOLOGIQUE."
N/A	900 \$	21 SEPTEMBRE 2021	2	UNIVERSITÉ LAVAL	"ACCESSIBILITÉ WEB APPLIQUÉE."
N/A	79 \$	30 SEPTEMBRE 2021	1	AAPI	"LES ENJEUX DES CHANGEMENTS LÉGISLATIFS ET JURISPRUDENTIELS SUR VOS PRATIQUES PROFESSIONNELLES EN PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE."
N/A	125 \$	1 NOVEMBRE 2021	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL - FACULTÉ DE DROIT	"REBÂTIR LA CONFIANCE: LA MOBILISATION APRÈS LES RAPPORTS D'EXPERT"
MONTRÉAL	3 000 \$	8 NOVEMBRE 2021	16	TECHNOLOGIA	"LA COMMUNICATION : UN OUTIL DE MOBILISATION."
N/A	101 \$	10 NOVEMBRE 2021	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL - FACULTÉ DE DROIT	"REBÂTIR LA CONFIANCE: LA MOBILISATION APRÈS LES RAPPORTS D'EXPERT"
N/A	66 \$	23 NOVEMBRE 2021	1	CNESST	"ZÉRO BLESSURE PAR CHOIX, MISSION POSSIBLE?"
N/A	11 235 \$	30 NOVEMBRE 2021	3	LEVIO CONSEILS INC.	"GESTION DES COMMUNICATIONS - PROGRAMME DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE."
N/A	65 \$	25 JANVIER 2022	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"RÉFORME DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS: SURVOL ET ANALYSE DES CHANGEMENTS APPORTÉES PAR LA LOI VISANT À AIDER LES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET À FAVORISER LEUR RÉTABLISSEMENT."
N/A	54 \$	25 JANVIER 2022	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"L'ADMISSIBILITÉ EN PREUVE DE DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES LORS D'UN PROCÈS CRIMINEL."
N/A	86 \$	25 JANVIER 2022	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"DÉCISIONS RÉCENTES ET FONDAMENTALES POUR LES CRIMINALISTES."
N/A	65 \$	25 JANVIER 2022	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"LA LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ."
N/A	86 \$	25 JANVIER 2022	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"LE MAINTIEN DES CONTACTS PARENT-ENFANT PENDANT LA MESURE DE PLACEMENT: QU'EST-CE QUE LA RECHERCHE NOUS ENSEIGNE?"
N/A	51 \$	27 JANVIER 2022	1	ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS	"WEBINAIRE SPÉCIAL OMICRON: IMPACTS DANS LES MILIEUX DE TRAVAIL."
N/A	900 \$	3 FÉVRIER 2022	2	UNIVERSITÉ LAVAL	"ACCESSIBILITÉ WEB APPLIQUÉE."

LIEU	COÛT TOTAL	DATE	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
N/A	65 \$	11 FÉVRIER 2022	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"PRÉSENTATION SUR LA COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES."
N/A	129 \$	11 FÉVRIER 2022	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"DROITS ET RÉALITÉ DES PEUPLES AUTOCHTONES AU QUÉBEC."
N/A	43 \$	11 FÉVRIER 2022	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"PRÉSENTATION DE LA LOI CONCERNANT LES ENFANTS, LES JEUNES ET LES FAMILLES DES PREMIÈRES NATIONS, DES INUITS ET DES MÉTIS."
N/A	54 \$	11 FÉVRIER 2022	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"PENSION ALIMENTAIRE: PERCEPTION, ANNULATION ET ARRÉRAGES."
N/A	65 \$	11 FÉVRIER 2022	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"REVUE DE LA JURISPRUDENCE MARQUANTE EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE."
N/A	65 \$	11 FÉVRIER 2022	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"L'ENRICHISSEMENT INJUSTIFIÉ, OU EN SOMMES-NOUS?"
N/A	142 \$	7 MARS 2022	N/A	BARREAU DU QUÉBEC	"DROITS ET RÉALITÉS DES PEUPLES AUTOCHTONES AU QUÉBEC."

P.21 POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE :

- A. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;
- B. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;
- C. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION;
- D. LA LISTE DES PARTICIPANTS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.

---

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (**ART. 4, PARAGRAPHE 20**).

CSJ : [HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-LINFORMATION/DIFFUSION-DE-L-  
INFORMATION.ASPX](https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx)

**P.22** POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2021-2022 :

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
- B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
- C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.

---

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

AUCUN.

**P.51 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2021-2022, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.**

**ORGANISMES**

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**1. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION  
DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	8 125	6 568	80.8%	1 118	13.8%	439	5.4%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	6 456	5 292	82.0%	1 103	17.1%	61	0.9%
CÔTE-NORD	3 260	2 466	75.6%	313	9.6%	481	14.8%
ESTRIE	9 704	7 910	81.5%	1 495	15.4%	299	3.1%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	19 130	13 523	70.7%	5 395	28.2%	212	1.1%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	12 076	9 016	74.7%	2 937	24.3%	123	1.0%
MONTRÉAL	44 579	29 949	67.2%	12 410	27.8%	2 220	5.0%
OUTAOUAIS	9 141	7 577	82.9%	1 288	14.1%	276	3.0%
QUÉBEC	15 659	12 137	77.5%	3 077	19.7%	445	2.8%
RIVE-SUD	22 369	16 566	74.1%	5 540	24.8%	263	1.2%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	6 455	5 200	80.6%	981	15.2%	274	4.2%
<b>TOTAL</b>	<b>156 954</b>	<b>116 204</b>	<b>74.1%</b>	<b>35 657</b>	<b>22.7%</b>	<b>5 093</b>	<b>3.2%</b>

**2. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION  
DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CAS CONFIEES À DES AVOCATS	%	CAS CONFIEES À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6 553	99.8%	15	0.2%	6 568
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	5 278	99.7%	14	0.3%	5 292
CÔTE-NORD	2 463	99.9%	3	0.1%	2 466
ESTRIE	7 896	99.8%	14	0.2%	7 910
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	13 518	100.0%	5	0.0%	13 523
MAURICIE-BOIS-FRANCS	8 998	99.8%	18	0.2%	9 016
MONTRÉAL	29 920	99.9%	29	0.1%	29 949
OUTAOUAIS	7 563	99.8%	14	0.2%	7 577
QUÉBEC	12 126	99.9%	11	0.1%	12 137
RIVE-SUD	16 535	99.8%	31	0.2%	16 566
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	5 199	100.0%	1	0.0%	5 200
<b>TOTAL</b>	<b>116 049</b>	<b>99.9%</b>	<b>155</b>	<b>0.1%</b>	<b>116 204</b>

**3. RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION  
DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3 761	57.4%	2 792	42.6%	6 553
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	3 040	57.6%	2 238	42.4%	5 278
CÔTE-NORD	1 560	63.3%	903	36.7%	2 463
ESTRIE	3 898	49.4%	3 998	50.6%	7 896
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	6 212	46.0%	7 306	54.0%	13 518
MAURICIE-BOIS-FRANCS	4 426	49.2%	4 572	50.8%	8 998
MONTRÉAL	14 050	47.0%	15 870	53.0%	29 920
OUTAOUAIS	4 263	56.4%	3 300	43.6%	7 563
QUÉBEC	5 842	48.2%	6 284	51.8%	12 126
RIVE-SUD	7 612	46.0%	8 923	54.0%	16 535
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	2 867	55.1%	2 332	44.9%	5 199
<b>TOTAL</b>	<b>57 531</b>	<b>49.6%</b>	<b>58 518</b>	<b>50.4%</b>	<b>116 049</b>

4. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 107	99.0%	11	1.0%	1 118
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	1 102	99.9%	1	0.1%	1 103
CÔTE-NORD	313	100.0%	0	0.0%	313
ESTRIE	1 489	99.6%	6	0.4%	1 495
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	5 383	99.8%	12	0.2%	5 395
MAURICIE-BOIS-FRANCS	2 899	98.7%	38	1.3%	2 937
MONTRÉAL	12 381	99.8%	29	0.2%	12 410
OUTAOUAIS	1 284	99.7%	4	0.3%	1 288
QUÉBEC	3 071	99.8%	6	0.2%	3 077
RIVE-SUD	5 531	99.8%	9	0.2%	5 540
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	981	100.0%	0	0.0%	981
<b>TOTAL</b>	<b>35 541</b>	<b>99.7%</b>	<b>116</b>	<b>0.3%</b>	<b>35 657</b>

5. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	290	25.9%	828	74.1%	1 118
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	584	52.9%	519	47.1%	1 103
CÔTE-NORD	162	51.8%	151	48.2%	313
ESTRIE	722	48.3%	773	51.7%	1 495
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	2 237	41.5%	3 158	58.5%	5 395
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 414	48.1%	1 523	51.9%	2 937
MONTRÉAL	8 003	64.5%	4 407	35.5%	12 410
OUTAOUAIS	856	66.5%	432	33.5%	1 288
QUÉBEC	1 716	55.8%	1 361	44.2%	3 077
RIVE-SUD	2 502	45.2%	3 038	54.8%	5 540
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	432	44.0%	549	56.0%	981
<b>TOTAL</b>	<b>18 918</b>	<b>53.1%</b>	<b>16 739</b>	<b>46.9%</b>	<b>35 657</b>

6. RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU'ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLE OU EN SUSPENS PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12	2.7%	427	97.3%	439
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	19	31.1%	42	68.9%	61
CÔTE-NORD	34	7.1%	447	92.9%	481
ESTRIE	27	9.0%	272	91.0%	299
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	23	10.8%	189	89.2%	212
MAURICIE-BOIS-FRANCS	3	2.4%	120	97.6%	123
MONTRÉAL	962	43.3%	1 258	56.7%	2 220
OUTAOUAIS	4	1.4%	272	98.6%	276
QUÉBEC	81	18.2%	364	81.8%	445
RIVE-SUD	106	40.3%	157	59.7%	263
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	8	2.9%	266	97.1%	274
<b>TOTAL</b>	<b>1 279</b>	<b>25.1%</b>	<b>3 814</b>	<b>74.9%</b>	<b>5 093</b>

**P.52 MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L' AIDE JURIDIQUE.**

---

---

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

#### **COÛT MOYEN PAR DOSSIER EN MATIÈRE CRIMINELLE, CIVILE ET NOTARIALE:**

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE CRIMINELLE CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 EST DE 759 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE CIVILE ET ADMINISTRATIF CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 EST DE 535 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE NOTARIALE CONFIE ET PAYÉ AUX NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 EST DE 282 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

UNE ENTENTE SUR LE RENOUVELLEMENT DU TARIF EST INTERVENU AU COURS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT (2020-2021). LORS DES NÉGOCIATIONS, UN MEMBRE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DE LA COMMISSION ÉTAIT IMPLIQUÉ EN TANT QUE CONSEILLER AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

AU 28 FÉVRIER 2022, L'AIDE JURIDIQUE A DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-TROIS (83) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT-CINQ UNITÉS (105) DONT QUATRE-VINGT-SEPT (87) À TEMPS PLEIN ET DIX-HUIT (18) À TEMPS PARTIEL. AU DÉBUT DE L'EXERCICE FINANCIER, L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU ÉTAIT D'ENVIRON 13.6 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE.

**P.55 POUR 2021-2022, FOURNIR :**

- A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
  - B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ;**
  - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
  - D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
  - E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.**
- 
- 

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A) EN 2021-2022, AUCUNE DEMANDE A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX. L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
  
- B) AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
  
- C) 5 282 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 90 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.
  
- D) 7 417 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 80 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.
  
- E) LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021, EST DE 1 748. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
  - 1) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
  - 2) CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
  - 3) LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
  - 4) LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
  - 5) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
  - 6) LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

**P.56 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS EN 2021 - 2022 :**

- A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;**
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.**

**ORGANISMES**

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) **TOTAL DES DEMANDES RELATIVES AUX JEUNES CONTREVENANTS SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION**

**DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	264	245	92.8%	14	5.3%	5	1.9%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	141	132	93.6%	7	5.0%	2	1.4%
CÔTE-NORD	123	95	77.2%	4	3.3%	24	19.5%
ESTRIE	330	315	95.5%	15	4.5%	0	0.0%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	655	597	91.1%	51	7.8%	7	1.1%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	238	212	89.1%	26	10.9%	0	0.0%
MONTRÉAL	1 288	1 236	96.0%	46	3.6%	6	0.5%
OUTAOUAIS	274	267	97.4%	6	2.2%	1	0.4%
QUÉBEC	332	319	96.1%	9	2.7%	4	1.2%
RIVE-SUD	931	868	93.2%	40	4.3%	23	2.5%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	171	157	91.8%	11	6.4%	3	1.8%
<b>TOTAL</b>	<b>4 747</b>	<b>4 443</b>	<b>93.6%</b>	<b>229</b>	<b>4.8%</b>	<b>75</b>	<b>1.6%</b>

- b) **RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS**

**DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

- c) **RÉPARTITION DES DEMANDES RELATIVES AUX JEUNES CONTREVENANTS ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION**

**DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	170	69.4%	75	30.6%	245
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	92	69.7%	40	30.3%	132
CÔTE-NORD	43	45.3%	52	54.7%	95
ESTRIE	208	66.0%	107	34.0%	315
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	323	54.1%	274	45.9%	597
MAURICIE-BOIS-FRANCS	114	53.8%	98	46.2%	212
MONTRÉAL	468	37.9%	768	62.1%	1 236
OUTAOUAIS	172	64.4%	95	35.6%	267
QUÉBEC	231	72.4%	88	27.6%	319
RIVE-SUD	631	72.7%	237	27.3%	868
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	107	68.2%	50	31.8%	157
<b>TOTAL</b>	<b>2 559</b>	<b>57.6%</b>	<b>1 884</b>	<b>42.4%</b>	<b>4 443</b>

- d) **COÛT MOYEN**

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER RELATIF AUX JEUNES CONTREVENANTS CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 EST DE 618 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.



## MOTIFS de REFUS

		<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	<u>Application de l'article 4.11</u>				<u>Application de l'article 70</u>				
										<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexact</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>
Civil et administratif		8,426	310	1,375	129	75	1,736	162	509	13	12	3	109	263	1	4,704	18	74
Familial		8,444	390	2,011	2	0	69	44	67	0	5	0	16	175	1	6,104	21	62
Protection de la jeunesse		2,289	113	396	86	0	9	0	2	0	0	0	0	80	0	1,649	8	13
Immigration		415	16	97	1	0	10	0	5	0	1	0	0	2	0	286	2	11
Homologation		283	1	1	0	0	4	2	4	0	5	2	3	25	0	119	0	14
<b>Civil</b>	55.7%	<b>19,857</b>	<b>830</b>	<b>3,880</b>	<b>218</b>	<b>75</b>	<b>1,828</b>	<b>208</b>	<b>587</b>	<b>13</b>	<b>23</b>	<b>5</b>	<b>128</b>	<b>545</b>	<b>2</b>	<b>12,862</b>	<b>49</b>	<b>174</b>
		100.0%	4,2%	19.5%	1.1%	0.4%	9.2%	1.0%	3.0%	0.1%	0,1%	0.0%	0.6%	2.7%	0.0%	64.8%	0.2%	0.9%
Carcéral		697	14	45	0	0	33	0	1	1	0	0	0	52	0	543	1	15
Criminel		4,083	174	576	2	0	116	3	5	0	0	0	0	58	0	3,206	34	19
Criminel/Jeunesse		229	5	16	2	0	16	0	0	0	0	1	5	0	189	1	2	
Criminel/Sommaire		9,091	290	1,293	14	0	582	4	5	0	1	0	1	100	1	7,145	35	57
<b>Criminel</b>	39.5%	<b>14,100</b>	<b>483</b>	<b>1,930</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>747</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>215</b>	<b>1</b>	<b>11,083</b>	<b>71</b>	<b>93</b>
		100.0%	3,4%	13.7%	0.1%	0.0%	5.3%	0.0%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	1.5%	0.0%	78.6%	0.5%	0.7%
Notarial		116	7	10	1	0	48	0	0	0	0	0	1	7	0	51	0	2
<b>Notarial</b>	0.3%	<b>116</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>51</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
		100.0%	6,0%	8.6%	0.9%	0.0%	41.4%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.9%	6.0%	0.0%	44.0%	0.0%	1.7%
Données Incomplètes		1,584	7	88	6	0	30	0	4	0	0	1	2	41	0	1,413	3	16
<b>Données incomplètes</b>	4.4%	<b>1,584</b>	<b>7</b>	<b>88</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>41</b>	<b>0</b>	<b>1,413</b>	<b>3</b>	<b>16</b>
		100.0%	0,4%	5.6%	0.4%	0.0%	1.9%	0.0%	0.3%	0.0%	0,0%	0.1%	0.1%	2.6%	0.0%	89.2%	0.2%	1.0%
<b>Grand Total</b>	100.0%	<b>35,657</b>	<b>1 327</b>	<b>5,908</b>	<b>243</b>	<b>75</b>	<b>2,653</b>	<b>215</b>	<b>602</b>	<b>14</b>	<b>24</b>	<b>6</b>	<b>133</b>	<b>808</b>	<b>3</b>	<b>25,409</b>	<b>123</b>	<b>285</b>
		100.0%	3,7%	16.6%	0.7%	0.2%	7.4%	0.6%	1.7%	0.0%	0,1%	0.0%	0.4%	2.3%	0.0%	71.3%	0.3%	0.8%

**P.57 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION EN 2021-2022 :**

- A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;**
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.**

**ORGANISMES**

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) **TOTAL DES DEMANDES EN IMMIGRATION, INCLUANT LES RÉFUGIÉS POLITIQUES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION**  
**DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2	1	50.0%	1	50.0%	0	0.0%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	6	3	50.0%	2	33.3%	1	16.7%
CÔTE-NORD	1	1	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
ESTRIE	25	18	72.0%	5	20.0%	2	8.0%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	5	4	80.0%	1	20.0%	0	0.0%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	29	19	65.5%	10	34.5%	0	0.0%
MONTRÉAL	2 298	1 810	78.8%	367	16.0%	121	5.3%
OUTAOUAIS	30	25	83.3%	5	16.7%	0	0.0%
QUÉBEC	43	27	62.8%	16	37.2%	0	0.0%
RIVE-SUD	15	9	60.0%	6	40.0%	0	0.0%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	7	5	71.4%	2	28.6%	0	0.0%
<b>TOTAL</b>	<b>2 461</b>	<b>1 922</b>	<b>78.1%</b>	<b>415</b>	<b>16.9%</b>	<b>124</b>	<b>5.0%</b>

- b) **RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION (INCLUANT RÉFUGIÉS POLITIQUES)**  
**DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

- c) **RÉPARTITION DES DEMANDES EN IMMIGRATION ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION**  
**DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0.0%	1	100.0%	1
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	1	33.3%	2	66.7%	3
CÔTE-NORD	0	0.0%	1	100.0%	1
ESTRIE	3	16.7%	15	83.3%	18
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	0	0.0%	4	100.0%	4
MAURICIE-BOIS-FRANCS	8	42.1%	11	57.9%	19
MONTRÉAL	699	38.6%	1 111	61.4%	1 810
OUTAOUAIS	1	4.0%	24	96.0%	25
QUÉBEC	0	0.0%	27	100.0%	27
RIVE-SUD	0	0.0%	9	100.0%	9
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	0	0.0%	5	100.0%	5
<b>TOTAL</b>	<b>712</b>	<b>37.0%</b>	<b>1 210</b>	<b>63.0%</b>	<b>1 922</b>

- d) **COÛT MOYEN**

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN IMMIGRATION CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 EST DE 901 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.



## MOTIFS de REFUS

		<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	Application de l'article 4.11				Application de l'article 70				
										<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexact</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>
Civil et administratif		8,426	310	1,375	129	75	1,736	162	509	13	12	3	109	263	1	4,704	18	74
Familial		8,444	390	2,011	2	0	69	44	67	0	5	0	16	175	1	6,104	21	62
Protection de la jeunesse		2,289	113	396	86	0	9	0	2	0	0	0	0	80	0	1,649	8	13
Immigration		415	16	97	1	0	10	0	5	0	1	0	0	2	0	286	2	11
Homologation		283	1	1	0	0	4	2	4	0	5	2	3	25	0	119	0	14
<b>Civil</b>	55.7%	<b>19,857</b>	<b>830</b>	<b>3,880</b>	<b>218</b>	<b>75</b>	<b>1,828</b>	<b>208</b>	<b>587</b>	<b>13</b>	<b>23</b>	<b>5</b>	<b>128</b>	<b>545</b>	<b>2</b>	<b>12,862</b>	<b>49</b>	<b>174</b>
		100.0%	4,2%	19.5%	1.1%	0.4%	9.2%	1.0%	3.0%	0.1%	0,1%	0.0%	0.6%	2.7%	0.0%	64.8%	0.2%	0.9%
Carcéral		697	14	45	0	0	33	0	1	1	0	0	0	52	0	543	1	15
Criminel		4,083	174	576	2	0	116	3	5	0	0	0	0	58	0	3,206	34	19
Criminel/Jeunesse		229	5	16	2	0	16	0	0	0	0	1	5	0	189	1	2	
Criminel/Sommaire		9,091	290	1,293	14	0	582	4	5	0	1	0	1	100	1	7,145	35	57
<b>Criminel</b>	39.5%	<b>14,100</b>	<b>483</b>	<b>1,930</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>747</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>215</b>	<b>1</b>	<b>11,083</b>	<b>71</b>	<b>93</b>
		100.0%	3,4%	13.7%	0.1%	0.0%	5.3%	0.0%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	1.5%	0.0%	78.6%	0.5%	0.7%
Notarial		116	7	10	1	0	48	0	0	0	0	0	1	7	0	51	0	2
<b>Notarial</b>	0.3%	<b>116</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>51</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
		100.0%	6,0%	8.6%	0.9%	0.0%	41.4%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.9%	6.0%	0.0%	44.0%	0.0%	1.7%
Données Incomplètes		1,584	7	88	6	0	30	0	4	0	0	1	2	41	0	1,413	3	16
<b>Données incomplètes</b>	4.4%	<b>1,584</b>	<b>7</b>	<b>88</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>41</b>	<b>0</b>	<b>1,413</b>	<b>3</b>	<b>16</b>
		100.0%	0,4%	5.6%	0.4%	0.0%	1.9%	0.0%	0.3%	0.0%	0,0%	0.1%	0.1%	2.6%	0.0%	89.2%	0.2%	1.0%
<b>Grand Total</b>	100.0%	<b>35,657</b>	<b>1 327</b>	<b>5,908</b>	<b>243</b>	<b>75</b>	<b>2,653</b>	<b>215</b>	<b>602</b>	<b>14</b>	<b>24</b>	<b>6</b>	<b>133</b>	<b>808</b>	<b>3</b>	<b>25,409</b>	<b>123</b>	<b>285</b>
		100.0%	3,7%	16.6%	0.7%	0.2%	7.4%	0.6%	1.7%	0.0%	0,1%	0.0%	0.4%	2.3%	0.0%	71.3%	0.3%	0.8%

**P.58 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL EN 2021-2022 :**

- A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;**
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.**

**ORGANISMES**

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) **NOMBRE TOTAL DES DEMANDES EN DROIT CARCÉRAL SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	84	83	98.8%	0	0.0%	1	1.2%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	52	47	90.4%	5	9.6%	0	0.0%
CÔTE-NORD	185	143	77.3%	18	9.7%	24	13.0%
ESTRIE	99	90	90.9%	9	9.1%	0	0.0%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 062	822	77.4%	220	20.7%	20	1.9%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	210	168	80.0%	40	19.0%	2	1.0%
MONTRÉAL	1 593	1 324	83.1%	257	16.1%	12	0.8%
OUTAOUAIS	206	186	90.3%	1	0.5%	19	9.2%
QUÉBEC	784	728	92.9%	55	7.0%	1	0.1%
RIVE-SUD	485	400	82.5%	84	17.3%	1	0.2%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	76	67	88.2%	8	10.5%	1	1.3%
<b>TOTAL</b>	<b>4 836</b>	<b>4 058</b>	<b>83.9%</b>	<b>697</b>	<b>14.4%</b>	<b>81</b>	<b>1.7%</b>

- b) **RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS EN DROIT CARCÉRAL DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

- c) **RÉPARTITION DES DEMANDES EN DROIT CARCÉRAL ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	7	8.4%	76	91.6%	83
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	14	29.8%	33	70.2%	47
CÔTE-NORD	40	28.0%	103	72.0%	143
ESTRIE	11	12.2%	79	87.8%	90
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	0	0.0%	822	100.0%	822
MAURICIE-BOIS-FRANCS	22	13.1%	146	86.9%	168
MONTRÉAL	89	6.7%	1 235	93.3%	1 324
OUTAOUAIS	3	1.6%	183	98.4%	186
QUÉBEC	0	0.0%	728	100.0%	728
RIVE-SUD	1	0.3%	399	99.8%	400
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	11	16.4%	56	83.6%	67
<b>TOTAL</b>	<b>198</b>	<b>4.9%</b>	<b>3 860</b>	<b>95.1%</b>	<b>4 058</b>

- d) **COÛT MOYEN**

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CARCÉRAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 EST DE 362 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.



## MOTIFS de REFUS

		<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Application de l'article 4.11</u>					<u>Application de l'article 70</u>					
								<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexact</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>
Civil et administratif		8,426	310	1,375	129	75	1,736	162	509	13	12	3	109	263	1	4,704	18	74
Familial		8,444	390	2,011	2	0	69	44	67	0	5	0	16	175	1	6,104	21	62
Protection de la jeunesse		2,289	113	396	86	0	9	0	2	0	0	0	0	80	0	1,649	8	13
Immigration		415	16	97	1	0	10	0	5	0	1	0	0	2	0	286	2	11
Homologation		283	1	1	0	0	4	2	4	0	5	2	3	25	0	119	0	14
<b>Civil</b>	55.7%	<b>19,857</b>	<b>830</b>	<b>3,880</b>	<b>218</b>	<b>75</b>	<b>1,828</b>	<b>208</b>	<b>587</b>	<b>13</b>	<b>23</b>	<b>5</b>	<b>128</b>	<b>545</b>	<b>2</b>	<b>12,862</b>	<b>49</b>	<b>174</b>
	100.0%		4,2%	19.5%	1.1%	0.4%	9.2%	1.0%	3.0%	0.1%	0,1%	0.0%	0.6%	2.7%	0.0%	64.8%	0.2%	0.9%
Carcéral		697	14	45	0	0	33	0	1	1	0	0	0	52	0	543	1	15
Criminel		4,083	174	576	2	0	116	3	5	0	0	0	0	58	0	3,206	34	19
Criminel/Jeunesse		229	5	16	2	0	16	0	0	0	0	1	5	0	189	1	2	
Criminel/Sommaire		9,091	290	1,293	14	0	582	4	5	0	1	0	1	100	1	7,145	35	57
<b>Criminel</b>	39.5%	<b>14,100</b>	<b>483</b>	<b>1,930</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>747</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>215</b>	<b>1</b>	<b>11,083</b>	<b>71</b>	<b>93</b>
	100.0%		3,4%	13.7%	0.1%	0.0%	5.3%	0.0%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	1.5%	0.0%	78.6%	0.5%	0.7%
Notarial		116	7	10	1	0	48	0	0	0	0	0	1	7	0	51	0	2
<b>Notarial</b>	0.3%	<b>116</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>51</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
	100.0%		6,0%	8.6%	0.9%	0.0%	41.4%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.9%	6.0%	0.0%	44.0%	0.0%	1.7%
Données Incomplètes		1,584	7	88	6	0	30	0	4	0	0	1	2	41	0	1,413	3	16
<b>Données incomplètes</b>	4.4%	<b>1,584</b>	<b>7</b>	<b>88</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>41</b>	<b>0</b>	<b>1,413</b>	<b>3</b>	<b>16</b>
	100.0%		0,4%	5.6%	0.4%	0.0%	1.9%	0.0%	0.3%	0.0%	0,0%	0.1%	0.1%	2.6%	0.0%	89.2%	0.2%	1.0%
<b>Grand Total</b>	100.0%	<b>35,657</b>	<b>1 327</b>	<b>5,908</b>	<b>243</b>	<b>75</b>	<b>2,653</b>	<b>215</b>	<b>602</b>	<b>14</b>	<b>24</b>	<b>6</b>	<b>133</b>	<b>808</b>	<b>3</b>	<b>25,409</b>	<b>123</b>	<b>285</b>
	100.0%		3,7%	16.6%	0.7%	0.2%	7.4%	0.6%	1.7%	0.0%	0,1%	0.0%	0.4%	2.3%	0.0%	71.3%	0.3%	0.8%

**P.59 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL EN 2021-2022 :**

- A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS;**
- B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉS, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES;**
- C. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;**
- E. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.**

---

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A) LE TARIF D'HONORAIRES DES AVOCATS DANS LE CADRE DU RÉGIME D'AIDE JURIDIQUE A ÉTÉ NÉGOCIÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LE BARREAU DU QUÉBEC. IL A ÉTÉ PUBLIÉ À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC DU 9 DÉCEMBRE 2020 AUX PAGES 5032 ET SUIVANTES. CE TARIF PRÉVOIT, POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION, UNE RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES INCLUANT LA COMPARUTION, LA PRÉPARATION DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LA TENUE DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE AINSI QUE LA RENONCIATION À CETTE ENQUÊTE, LA COMMUNICATION DE LA PREUVE, LA PRÉPARATION DU PROCÈS ET LE PROCÈS DE MÊME QUE LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE À LAQUELLE S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES D'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE, S'IL Y A LIEU, ET DE PROCÈS. UN HONORAIRE ADDITIONNEL EST PRÉVU POUR LA TENUE DE L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT SEULEMENT POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION SI LA POURSUITE S'OBJECTE À LA REMISE EN LIBERTÉ ET QU'UNE ENQUÊTE EST EFFECTIVEMENT TENUE.

POUR LES POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE, UN TARIF EST PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES AUQUEL S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES DE PROCÈS. L'ENSEMBLE DES SERVICES COMPREND LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT S'IL Y A LIEU, LA PRÉPARATION DU PROCÈS, LE PROCÈS ET LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE.

QUANT AUX ACTES CRIMINELS RELEVANT DE LA JURIDICTION EXCLUSIVE DE LA COUR SUPÉRIEURE (ARTICLE 469 DU CODE CRIMINEL), LES MONTANTS SONT TOUJOURS ATTRIBUÉS ET PAYÉS POUR CHAQUE ÉTAPE ET/OU PROCÉDURE TELLES QUE DÉCRITES AUX ARTICLES 28 À 36 DU TARIF.

LE TARIF D'AIDE JURIDIQUE COMPORTE PRINCIPALEMENT DEUX MODES DE RÉMUNÉRATION, SOIT UN TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET PAR ÉTAPE EN MATIÈRE CIVILE.

- B) **RÉPARTITION DES MONTANTS PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE CONCERNANT LES MANDATS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS) PAR RÉGION**

#### **DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

<b>RÉGIONS</b>	<b>MONTANTS PAYÉS</b>	<b>%</b>
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 313 085	8.1%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	405 638	2.5%
CÔTE-NORD	349 881	2.2%
ESTRIE	1 215 397	7.5%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 870 684	11.6%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	741 089	4.6%
MONTRÉAL	5 322 789	32.9%
OUTAOUAIS	758 877	4.7%
QUÉBEC	1 754 498	10.8%
RIVE-SUD	1 866 102	11.5%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	594 452	3.7%
TOTAL DES HONORAIRES ET DES DÉBOURSÉS	16 192 492	100.0%

c) **DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)**

**POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE**

**DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	
c)	e)				f)
33 887	12 700	7	10 641	700	467 \$

**DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)**

**INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION**

**DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	
c)	e)				f)
21 361	10 578	3	5 709	473	1 170 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

d) **RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL)**

**DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.



## MOTIFS de REFUS

		<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	<u>Application de l'article 4.11</u>				<u>Application de l'article 70</u>				
										<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexact</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>
Civil et administratif		8,426	310	1,375	129	75	1,736	162	509	13	12	3	109	263	1	4,704	18	74
Familial		8,444	390	2,011	2	0	69	44	67	0	5	0	16	175	1	6,104	21	62
Protection de la jeunesse		2,289	113	396	86	0	9	0	2	0	0	0	0	80	0	1,649	8	13
Immigration		415	16	97	1	0	10	0	5	0	1	0	0	2	0	286	2	11
Homologation		283	1	1	0	0	4	2	4	0	5	2	3	25	0	119	0	14
<b>Civil</b>	55.7%	<b>19,857</b>	<b>830</b>	<b>3,880</b>	<b>218</b>	<b>75</b>	<b>1,828</b>	<b>208</b>	<b>587</b>	<b>13</b>	<b>23</b>	<b>5</b>	<b>128</b>	<b>545</b>	<b>2</b>	<b>12,862</b>	<b>49</b>	<b>174</b>
		100.0%	4,2%	19.5%	1.1%	0.4%	9.2%	1.0%	3.0%	0.1%	0,1%	0.0%	0.6%	2.7%	0.0%	64.8%	0.2%	0.9%
Carcéral		697	14	45	0	0	33	0	1	1	0	0	0	52	0	543	1	15
Criminel		4,083	174	576	2	0	116	3	5	0	0	0	0	58	0	3,206	34	19
Criminel/Jeunesse		229	5	16	2	0	16	0	0	0	0	1	5	0	189	1	2	
Criminel/Sommaire		9,091	290	1,293	14	0	582	4	5	0	1	0	1	100	1	7,145	35	57
<b>Criminel</b>	39.5%	<b>14,100</b>	<b>483</b>	<b>1,930</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>747</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>215</b>	<b>1</b>	<b>11,083</b>	<b>71</b>	<b>93</b>
		100.0%	3,4%	13.7%	0.1%	0.0%	5.3%	0.0%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	1.5%	0.0%	78.6%	0.5%	0.7%
Notarial		116	7	10	1	0	48	0	0	0	0	0	1	7	0	51	0	2
<b>Notarial</b>	0.3%	<b>116</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>51</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
		100.0%	6,0%	8.6%	0.9%	0.0%	41.4%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.9%	6.0%	0.0%	44.0%	0.0%	1.7%
Données Incomplètes		1,584	7	88	6	0	30	0	4	0	0	1	2	41	0	1,413	3	16
<b>Données incomplètes</b>	4.4%	<b>1,584</b>	<b>7</b>	<b>88</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>41</b>	<b>0</b>	<b>1,413</b>	<b>3</b>	<b>16</b>
		100.0%	0,4%	5.6%	0.4%	0.0%	1.9%	0.0%	0.3%	0.0%	0,0%	0.1%	0.1%	2.6%	0.0%	89.2%	0.2%	1.0%
<b>Grand Total</b>	100.0%	<b>35,657</b>	<b>1 327</b>	<b>5,908</b>	<b>243</b>	<b>75</b>	<b>2,653</b>	<b>215</b>	<b>602</b>	<b>14</b>	<b>24</b>	<b>6</b>	<b>133</b>	<b>808</b>	<b>3</b>	<b>25,409</b>	<b>123</b>	<b>285</b>
		100.0%	3,7%	16.6%	0.7%	0.2%	7.4%	0.6%	1.7%	0.0%	0,1%	0.0%	0.4%	2.3%	0.0%	71.3%	0.3%	0.8%

**P.60 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF EN 2021-2022 :**

- A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;**
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.**

---

**ORGANISMES**

---

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**A) DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT L'IMMIGRATION)  
DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

NATURE	TOTAL	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN
	DES	PRATIQUE	SALARIÉS	PRATIQUE
	DEMANDES	PRIVÉE		PRIVÉE (1)
	A)	C)		D)
DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF	26 494	4 959	12 834	535 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

**B) RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS  
POUR LES DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT  
L'IMMIGRATION)  
DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-  
JOINTE.



## MOTIFS de REFUS

		<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	<u>Application de l'article 4.11</u>				<u>Application de l'article 70</u>				
										<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexact</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>
Civil et administratif		8,426	310	1,375	129	75	1,736	162	509	13	12	3	109	263	1	4,704	18	74
Familial		8,444	390	2,011	2	0	69	44	67	0	5	0	16	175	1	6,104	21	62
Protection de la jeunesse		2,289	113	396	86	0	9	0	2	0	0	0	0	80	0	1,649	8	13
Immigration		415	16	97	1	0	10	0	5	0	1	0	0	2	0	286	2	11
Homologation		283	1	1	0	0	4	2	4	0	5	2	3	25	0	119	0	14
<b>Civil</b>	55.7%	<b>19,857</b>	<b>830</b>	<b>3,880</b>	<b>218</b>	<b>75</b>	<b>1,828</b>	<b>208</b>	<b>587</b>	<b>13</b>	<b>23</b>	<b>5</b>	<b>128</b>	<b>545</b>	<b>2</b>	<b>12,862</b>	<b>49</b>	<b>174</b>
		100.0%	4,2%	19.5%	1.1%	0.4%	9.2%	1.0%	3.0%	0.1%	0,1%	0.0%	0.6%	2.7%	0.0%	64.8%	0.2%	0.9%
Carcéral		697	14	45	0	0	33	0	1	1	0	0	0	52	0	543	1	15
Criminel		4,083	174	576	2	0	116	3	5	0	0	0	0	58	0	3,206	34	19
Criminel/Jeunesse		229	5	16	2	0	16	0	0	0	0	1	5	0	189	1	2	
Criminel/Sommaire		9,091	290	1,293	14	0	582	4	5	0	1	0	1	100	1	7,145	35	57
<b>Criminel</b>	39.5%	<b>14,100</b>	<b>483</b>	<b>1,930</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>747</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>215</b>	<b>1</b>	<b>11,083</b>	<b>71</b>	<b>93</b>
		100.0%	3,4%	13.7%	0.1%	0.0%	5.3%	0.0%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	1.5%	0.0%	78.6%	0.5%	0.7%
Notarial		116	7	10	1	0	48	0	0	0	0	0	1	7	0	51	0	2
<b>Notarial</b>	0.3%	<b>116</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>51</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
		100.0%	6,0%	8.6%	0.9%	0.0%	41.4%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.9%	6.0%	0.0%	44.0%	0.0%	1.7%
Données Incomplètes		1,584	7	88	6	0	30	0	4	0	0	1	2	41	0	1,413	3	16
<b>Données incomplètes</b>	4.4%	<b>1,584</b>	<b>7</b>	<b>88</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>41</b>	<b>0</b>	<b>1,413</b>	<b>3</b>	<b>16</b>
		100.0%	0,4%	5.6%	0.4%	0.0%	1.9%	0.0%	0.3%	0.0%	0,0%	0.1%	0.1%	2.6%	0.0%	89.2%	0.2%	1.0%
<b>Grand Total</b>	100.0%	<b>35,657</b>	<b>1 327</b>	<b>5,908</b>	<b>243</b>	<b>75</b>	<b>2,653</b>	<b>215</b>	<b>602</b>	<b>14</b>	<b>24</b>	<b>6</b>	<b>133</b>	<b>808</b>	<b>3</b>	<b>25,409</b>	<b>123</b>	<b>285</b>
		100.0%	3,7%	16.6%	0.7%	0.2%	7.4%	0.6%	1.7%	0.0%	0,1%	0.0%	0.4%	2.3%	0.0%	71.3%	0.3%	0.8%

**P.61 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2021-2022 :**

- A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;**
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.**

## **ORGANISMES**

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A) DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL  
DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

NATURE	TOTAL DES DEMANDES A)	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1) D)
		PRATIQUE PRIVÉE C)	SALARIÉS	
		CHANGEMENT DE NOM	111	
SUCCESSION (2)	912	139	320	274 \$
SERVICES NOTARIAUX (3)	276	155	1	282 \$
LOGEMENT	5 983	1 114	2 533	396 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

(2) INCLUANT LES DOSSIERS RELATIFS AU TESTAMENT.

(3) INCLUANT LES DOSSIERS DE SUCCESSIONS ASSUMÉS PAR LES NOTAIRES.

**P.62 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL EN 2021-2022 :**

- A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;**
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.**

---

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A) DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL  
DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

<b>NATURE</b>	<b>TOTAL DES DEMANDES</b>	<b>ACCEPTÉES</b>		<b>COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)</b>
		<b>PRATIQUE PRIVÉE</b>	<b>SALARIÉS</b>	
	<b>a)</b>	<b>c)</b>		<b>d)</b>
DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL (2)	57 518	23 190	22 808	1 007 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

(2) INCLUANT LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

- B) RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL  
DU 1ER AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS"



## MOTIFS de REFUS

		Application de l'article 4.11										Application de l'article 70					
	<u>TOTAL</u> <u>REFUS</u>	<u>Refus</u> <u>de</u> <u>contribuer</u>	<u>Inadmiss.</u> <u>financière</u>	<u>Service</u> <u>nommé.</u> <u>exclu</u>	<u>Article 69</u>	<u>Service</u> <u>non</u> <u>couvert</u>	<u>Non-</u> <u>vraisembl.</u> <u>de droit</u>	<u>Peu de</u> <u>chance de</u> <u>succès</u>	<u>Coût</u> <u>déraison-</u> <u>nable</u>	<u>Impossible</u> <u>d'exécution</u>	<u>Refus</u> <u>règlement</u> <u>raisonn.</u>	<u>Autres</u> <u>serv.</u> <u>dispon.</u>	<u>Encontre</u> <u>loi sur</u> <u>A.J.</u>	<u>Dispos</u> <u>d'un</u> <u>bien</u>	<u>Refus de</u> <u>fournir</u> <u>renseign.</u>	<u>Renseign.</u> <u>faux ou</u> <u>inexact</u>	<u>Autre</u> <u>cas</u> <u>Art.70</u>
Civil et administratif	8,426	310	1,375	129	75	1,736	162	509	13	12	3	109	263	1	4,704	18	74
Familial	8,444	390	2,011	2	0	69	44	67	0	5	0	16	175	1	6,104	21	62
Protection de la jeunesse	2,289	113	396	86	0	9	0	2	0	0	0	0	80	0	1,649	8	13
Immigration	415	16	97	1	0	10	0	5	0	1	0	0	2	0	286	2	11
Homologation	283	1	1	0	0	4	2	4	0	5	2	3	25	0	119	0	14
<b>Civil</b>	55.7% <b>19,857</b>	<b>830</b>	<b>3,880</b>	<b>218</b>	<b>75</b>	<b>1,828</b>	<b>208</b>	<b>587</b>	<b>13</b>	<b>23</b>	<b>5</b>	<b>128</b>	<b>545</b>	<b>2</b>	<b>12,862</b>	<b>49</b>	<b>174</b>
	100.0%	4,2%	19.5%	1.1%	0.4%	9.2%	1.0%	3.0%	0.1%	0,1%	0.0%	0.6%	2.7%	0.0%	64.8%	0.2%	0.9%
Carcéral	697	14	45	0	0	33	0	1	1	0	0	0	52	0	543	1	15
Criminel	4,083	174	576	2	0	116	3	5	0	0	0	0	58	0	3,206	34	19
Criminel/Jeunesse	229	5	16	2	0	16	0	0	0	0	1	5	0	189	1	2	
Criminel/Sommaire	9,091	290	1,293	14	0	582	4	5	0	1	0	1	100	1	7,145	35	57
<b>Criminel</b>	39.5% <b>14,100</b>	<b>483</b>	<b>1,930</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>747</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>215</b>	<b>1</b>	<b>11,083</b>	<b>71</b>	<b>93</b>
	100.0%	3,4%	13.7%	0.1%	0.0%	5.3%	0.0%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	1.5%	0.0%	78.6%	0.5%	0.7%
Notarial	116	7	10	1	0	48	0	0	0	0	0	1	7	0	51	0	2
<b>Notarial</b>	0.3% <b>116</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>51</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
	100.0%	6,0%	8.6%	0.9%	0.0%	41.4%	0.0%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.9%	6.0%	0.0%	44.0%	0.0%	1.7%
Données Incomplètes	1,584	7	88	6	0	30	0	4	0	0	1	2	41	0	1,413	3	16
<b>Données incomplètes</b>	4.4% <b>1,584</b>	<b>7</b>	<b>88</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>41</b>	<b>0</b>	<b>1,413</b>	<b>3</b>	<b>16</b>
	100.0%	0,4%	5.6%	0.4%	0.0%	1.9%	0.0%	0.3%	0.0%	0,0%	0.1%	0.1%	2.6%	0.0%	89.2%	0.2%	1.0%
<b>Grand Total</b>	100.0% <b>35,657</b>	<b>1 327</b>	<b>5,908</b>	<b>243</b>	<b>75</b>	<b>2,653</b>	<b>215</b>	<b>602</b>	<b>14</b>	<b>24</b>	<b>6</b>	<b>133</b>	<b>808</b>	<b>3</b>	<b>25,409</b>	<b>123</b>	<b>285</b>
	100.0%	3,7%	16.6%	0.7%	0.2%	7.4%	0.6%	1.7%	0.0%	0,1%	0.0%	0.4%	2.3%	0.0%	71.3%	0.3%	0.8%

## ORGANISMES

### COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

**RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR  
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION  
DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	31 398	61.9%	19 324	38.1%	50 722
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	71 410	74.9%	23 962	25.1%	95 372
CÔTE-NORD	31 242	85.3%	5 390	14.7%	36 632
ESTRIE	124 631	88.4%	16 366	11.6%	140 997
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	166 164	89.5%	19 484	10.5%	185 648
MAURICIE-BOIS-FRANCS	146 000	94.5%	8 575	5.5%	154 575
MONTRÉAL	708 162	88.0%	96 984	12.0%	805 146
OUTAOUAIS	144 582	99.4%	941	0.6%	145 523
QUÉBEC	101 492	72.5%	38 570	27.5%	140 062
RIVE-SUD	188 446	91.4%	17 801	8.6%	206 247
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	33 175	93.1%	2 441	6.9%	35 616
<b>TOTAL</b>	<b>1 746 702</b>	<b>87.5%</b>	<b>249 838</b>	<b>12.5%</b>	<b>1 996 540</b>

**RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR  
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION  
DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	30 138	24.3%	93 969	75.7%	124 107
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	35 572	73.8%	12 645	26.2%	48 217
CÔTE-NORD	8 925	22.2%	31 324	77.8%	40 249
ESTRIE	64 521	45.2%	78 138	54.8%	142 659
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	209 848	46.9%	237 403	53.1%	447 251
MAURICIE-BOIS-FRANCS	87 032	83.3%	17 432	16.7%	104 464
MONTRÉAL	753 346	59.0%	524 371	41.0%	1 277 717
OUTAOUAIS	30 847	38.5%	49 374	61.5%	80 221
QUÉBEC	106 660	46.4%	123 255	53.6%	229 915
RIVE-SUD	208 483	67.1%	102 301	32.9%	310 784
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	10 702	48.6%	11 308	51.4%	22 010
<b>TOTAL</b>	<b>1 546 074</b>	<b>54.7%</b>	<b>1 281 520</b>	<b>45.3%</b>	<b>2 827 594</b>

(1) INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

**P.64 COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.**

**ORGANISMES**

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR  
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION  
DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11 900	45.3%	14 350	54.7%	26 250
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	20 608	57.3%	15 383	42.7%	35 991
CÔTE-NORD	4 933	100.0%	0	0.0%	4 933
ESTRIE	47 015	75.0%	15 641	25.0%	62 656
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	65 638	77.3%	19 225	22.7%	84 863
MAURICIE-BOIS-FRANCS	80 500	99.5%	365	0.5%	80 865
MONTRÉAL	200 592	88.3%	26 550	11.7%	227 142
OUTAOUAIS	12 777	100.0%	0	0.0%	12 777
QUÉBEC	38 226	61.3%	24 096	38.7%	62 322
RIVE-SUD	52 387	82.7%	10 945	17.3%	63 332
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	7 110	82.6%	1 500	17.4%	8 610
<b>TOTAL</b>	<b>541 686</b>	<b>80.9%</b>	<b>128 055</b>	<b>19.1%</b>	<b>669 741</b>

**RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR  
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION  
DU 1ER AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6 203	13.8%	38 695	86.2%	44 898
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	10 300	51.2%	9 813	48.8%	20 113
CÔTE-NORD	2 238	100.0%	0	0.0%	2 238
ESTRIE	19 375	28.3%	49 161	71.7%	68 536
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	93 734	72.1%	36 229	27.9%	129 963
MAURICIE-BOIS-FRANCS	17 603	82.4%	3 750	17.6%	21 353
MONTRÉAL	200 015	43.6%	258 994	56.4%	459 009
OUTAOUAIS	6 903	38.1%	11 215	61.9%	18 118
QUÉBEC	41 889	56.7%	32 027	43.3%	73 916
RIVE-SUD	65 883	59.3%	45 237	40.7%	111 120
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	850	15.2%	4 750	84.8%	5 600
<b>TOTAL</b>	<b>464 993</b>	<b>48.7%</b>	<b>489 871</b>	<b>51.3%</b>	<b>954 864</b>

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

	<b>RÉSULTATS PROBABLES 2021-2022 (K\$)</b>
<b>TRANSFERTS PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b>	179 620,3
<b>TRANSFERTS PROVENANT DES AUTRES ENTITÉS DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC</b>	340,0
<b>REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS</b>	3 500,0
<b>TOTAL</b>	<b>183 460,3</b>

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX AU 28 FÉVRIER 2022**

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
<b>ABITIBI – TÉMISCAMINGUE</b>				
ADMINISTRATION & AMOS	3.0	5.6		8.6
ROUYN-NORANDA	3.0	3.0		6.0
VILLE-MARIE	1.0	1.0		2.0
VAL D'OR	5.0	5.0	0.5	10.5
LA SARRE	1.0	1.0		2.0
NORD	3.0	2.6		5.6
KUUJUAQ	1.0	1.0		2.0
CHIBOUGAMAU	1.0	1.0		2.0
PAIX DES BRAVES	1.0	1.0		2.0
PROJET NORD	3.0	3.0		6.0
ENQUÊTE SUR MISE EN LIBERTÉ	1.0	1.0		2.0
	<b>23.0</b>	<b>25.2</b>	<b>0.5</b>	<b>48.7</b>

<b>BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE</b>				
RIMOUSKI	5.0	8.0	1.0	14.0
NEW RICHMOND	2.0	2.7		4.7
RIVIÈRE-DU-LOUP	3.0	5.0	1.0	9.0
GASPÉ	1.0	1.5		2.5
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1.0	1.0		2.0
MATANE	2.0	2.5		4.5
CHANDLER	2.0	2.7		4.7
AMQUI	1.0	1.5		2.5
STE-ANNE-DES-MONTS	1.0	1.5		2.5
CABANO	1.0	1.6		2.6
	<b>19.0</b>	<b>28.0</b>	<b>2.0</b>	<b>49.0</b>

<b>CÔTE-NORD</b>				
SEPT-ÎLES	5.0	6.5		11.5
BAIE-COMEAU	5.0	5.0	0.5	10.5
FORESTVILLE	1.0	1.0		2.0
	<b>11.0</b>	<b>12.5</b>	<b>0.5</b>	<b>24.0</b>

<b>ESTRIE</b>				
SHERBROOKE (ADMINISTRATION ET CIVIL)	8.0	15.0	0.5	23.5
COATICOOK	1.0	1.0		2.0
THETFORD MINES	3.0	4.0		7.0
VAL-DES-SOURCES	2.0	2.0		4.0
LAC MÉGANTIC	2.0	2.0		4.0
MAGOG	2.0	2.0		4.0
SHERBROOKE (JEUNESSE ET CRIMINEL)	9.5	9.0		18.5
	<b>27.5</b>	<b>35.0</b>	<b>0.5</b>	<b>63.0</b>

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
<b>LAURENTIDES-LANAUDIÈRE</b>				
ST-JÉRÔME	16.0	16.6	1.0	33.6
JOLIETTE	10.0	10.8	1.0	21.8
MONT-LAURIER	2.0	2.8		4.8
STE-THÉRÈSE	2.0	3.6		5.6
REPENTIGNY	2.0	3.9		5.9
STE-AGATHE	1.0	1.6		2.6
LACHUTE	1.0	1.6		2.6
ST-EUSTACHE	1.0	1.7		2.7
TERREBONNE	1.0	1.5		2.5
ADMINISTRATION	2.0	5.0		7.0
	<b>38.0</b>	<b>49.1</b>	<b>2.0</b>	<b>89.1</b>
<b>MAURICIE-BOIS-FRANCS</b>				
TROIS-RIVIÈRES	10.0	11.5	0.5	22.0
SHAWINIGAN	5.5	5.5	0.5	11.5
LA TUQUE	1.0	1.0		2.0
DRUMMONDVILLE	6.0	8.0	0.5	14.5
VICTORIAVILLE	4.0	5.0		9.0
ADMINISTRATION	1.0	4.0		5.0
	<b>27.5</b>	<b>35.0</b>	<b>1.5</b>	<b>64.0</b>
<b>MONTRÉAL</b>				
LAVAL	14.0	14.0	0.5	28.5
CENTRE SUD	7.0	9.0	0.5	16.5
DIV. JEUNESSE	13.0	9.0	0.5	22.5
DIVISION CRIMINELLE	25.0	29.0	2.0	56.0
MAISONNEUVE-MERCIER	8.0	10.0	0.5	18.5
MONTRÉAL-NORD	7.0	9.0	0.5	16.5
CÔTE-DES-NEIGES	6.0	8.0	0.5	14.5
CRÉMAZIE	7.0	9.0	0.5	16.5
SUD-OUEST	8.0	10.0	0.5	18.5
ADMINISTRATION	3.0	22.0		25.0
IMMIGRATION	6.0	8.0		14.0
POINTE-ST-CHARLES	3.0	5.0		8.0
SANTÉ MENTALE	5.0	3.0		8.0
SERVICE DE GARDE	9.0			9.0
SERVICE DE GARDE - VISIO	5.0	1.0		6.0
	<b>126.0</b>	<b>146.0</b>	<b>6.0</b>	<b>278.0</b>
<b>OUTAOUAIS</b>				
GATINEAU (CIVIL, FAMILLE, JEUNESSE & ADMINISTRATION)	10.0	14.0		24.0
MANIWAKI	2.0	2.5		4.5
CAMPBELL'S BAY	1.0	1.0		2.0
BUCKINGHAM / ST-ANDRÉ	2.0	2.5		4.5
GATINEAU	5.5	6.5		12.0
GATINEAU – SECTION CRIMINELLE	7.0	7.5	0.5	15.0
AYLMER	1.0	1.0		2.0
	<b>28.5</b>	<b>35.0</b>	<b>0.5</b>	<b>64.0</b>

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
<b>QUÉBEC</b>				
CHARLESBOURG (5350 H.-BOURASSA)	5.0	8.0		13.0
LA MALBAIE	1.0	1.4		2.4
LÉVIS	3.0	4.0		7.0
MONTMAGNY	2.0	2.0		4.0
ST-GEORGES-DE-BEAUCE	3.0	3.0		6.0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	2.0	2.0		4.0
QC – SECTION JEUNESSE	8.0	7.0	1.0	16.0
QC – SECTION CRIMINELLE	10.5	13.1	1.0	24.6
CENTRE-VILLE	5.0	7.0		12.0
ADMINISTRATION	2.0	5.0		7.0
	<b>41.5</b>	<b>52.5</b>	<b>2.0</b>	<b>96.0</b>
<b>RIVE-SUD</b>				
LONGUEUIL – ADMINISTRATION	2.0	4.5		6.5
LONGUEUIL – AFFAIRES CIVILES	9.0	12.0	1.0	22.0
CHÂTEAUGUAY	2.0	3.0		5.0
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	4.0	4.0		8.0
ST-HYACINTHE	5.0	6.0		11.0
SOREL	3.0	4.0		7.0
GRANBY	5.0	5.0		10.0
VALLEYFIELD	8.0	8.0		16.0
COWANSVILLE	2.0	3.0		5.0
LONGUEUIL – CRIMINEL & JEUNESSE	11.0	9.5		20.5
PROJET REBÂTIR	12.0	2.0		14.0
	<b>63.0</b>	<b>61.0</b>	<b>1.0</b>	<b>125.0</b>
<b>SAGUENAY LAC-ST-JEAN</b>				
CHICOUTIMI	6.0	7.0		13.0
ALMA	3.0	4.0		7.0
ROBERVAL	2.0	3.0		5.0
DOLBEAU-MISTASSINI	1.0	2.0		3.0
LA BAIE	1.0	1.0		2.0
JONQUIÈRE	3.0	4.0		7.0
ADMINISTRATION	1.0	3.0		4.0
	<b>17.0</b>	<b>24.0</b>	<b>0.0</b>	<b>41.0</b>
<b>COMMISSION</b>	<b>13.0</b>	<b>52.0</b>		<b>65.0</b>
<b>TOTAL DES EFFECTIFS</b>	<b>435.0</b>	<b>555.3</b>	<b>16.5</b>	<b>1006.8</b>

## ORGANISMES

### COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	DEMANDES REÇUES DU 1ER AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2021	DEMANDES ACCEPTÉES DU 1ER AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2021
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	8 125	6 568
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	6 456	5 292
CÔTE-NORD	3 260	2 466
ESTRIE	9 704	7 910
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	19 130	13 523
MAURICIE-BOIS-FRANCS	12 076	9 016
MONTRÉAL	44 579	29 949
OUTAOUAIS	9 141	7 577
QUÉBEC	15 659	12 137
RIVE-SUD	22 369	16 566
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	6 455	5 200
<b>TOTAL</b>	<b>156 954</b>	<b>116 204</b>

**P.68 EN 2021-2022, LE NOMBRE DE DEMANDEURS DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, JUGÉS INADMISSIBLES EN RAISON DE REVENUS TROP ÉLEVÉS, LIÉS À UNE PENSION ALIMENTAIRE. POUR LES DEMANDEURS PRÉCÉDENTS, LA VALEUR TOTALE DES PENSIONS ALIMENTAIRES ET LA SOMME QUE L'ÉTAT A ÉPARGNÉE EN LES DISQUALIFIANT.**

## ORGANISMES

### COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	<b>1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2021</b>
NOMBRE TOTAL DE DEMANDES TRAITÉES À L'AIDE JURIDIQUE	156 954
NOMBRE TOTAL DE REQUÉRANTS REFUSÉS ÉCONOMIQUEMENT À L'AIDE JURIDIQUE	5 908
PROPORTION DES DEMANDES TRAITÉES	3,76 %
NOMBRE DE REQUÉRANTS REFUSÉS ÉCONOMIQUEMENT <sup>1</sup> À L'AIDE JURIDIQUE <u>ET</u> AYANT REÇU UNE PENSION ALIMENTAIRE <sup>2</sup>	291
PROPORTION DES DEMANDES TRAITÉES	0,19 %
MONTANT TOTAL DES PENSIONS ALIMENTAIRES REÇUES PAR CES REQUÉRANTS	2 139 232 \$
NOMBRE DE REQUÉRANTS REFUSÉS ÉCONOMIQUEMENT À L'AIDE JURIDIQUE <u>ET</u> DONT LE MONTANT DE LA PENSION ALIMENTAIRE <u>DÉPASSE</u> À ELLE SEULE LE BARÈME <u>GRATUIT</u> <sup>3</sup>	5
PROPORTION DES DEMANDES TRAITÉES	0,003 %
MONTANT TOTAL DES PENSIONS ALIMENTAIRES REÇUES PAR CES REQUÉRANTS	198 176 \$
<b>LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER<sup>4</sup></b>	<b>797 \$</b>
<b>LES SOMMES ÉPARGNÉES ESTIMÉES</b>	<b>3 985 \$</b>

<sup>1</sup> UN REQUÉRANT PEUT ÊTRE REFUSÉ ÉCONOMIQUEMENT TANT PAR SES REVENUS, SES BIENS ET/OU SES LIQUIDITÉS.

<sup>2</sup> TOUTE FORME DE PENSION ALIMENTAIRE. NOUS NE POUVONS DISTINGUER CELLES SE RAPPORTANT UNIQUEMENT AUX ENFANTS.

<sup>3</sup> DONT CERTAINS ONT PU ÊTRE ADMIS MOYENNANT LE PAIEMENT D'UNE CONTRIBUTION.

<sup>4</sup> IL S'AGIT DU COÛT MOYEN D'UN DOSSIER (TOUTES MATIÈRES CONFONDUES) CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION.

**P.70 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :**

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

**ORGANISMES**

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	269 \$	DÉCEMBRE 2021	CONSULTATION JURIDIQUE.	1 965 \$
OUELLETTE CÔTÉ AVOCATS	181 \$	OCTOBRE 2021	CONTENTIEUX CSJ.	2 502 \$
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	325 \$	NOVEMBRE 2021	RELATIONS DE TRAVAIL.	585 \$
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	300 \$	DÉCEMBRE 2021	RELATIONS DE TRAVAIL.	2 370 \$
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	300 \$	JANVIER 2022	RELATIONS DE TRAVAIL.	360 \$
<b>TOTAL DES HONORAIRES</b>				<b>7 782 \$</b>

**P.72** LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR L'ANNÉE 2021-2022.

---

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

AUCUN.

## **ORGANISMES**

---

### **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

POUR 2021-2022, 19 EMPLOYÉS ÉTAIENT AFFECTÉS EN TOUT OU EN PARTIE DANS LE NORD INCLUANT LES SERVICES EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PROTECTION DE LA JEUNESSE.

BAIE D'UNGAVA : 3 AVOCATS, 3 PERSONNELS DE SOUTIEN

BAIE D'HUDSON : 4 AVOCATS, 3,5 PERSONNELS DE SOUTIEN

BAIE JAMES : 1 AVOCAT, 1 PERSONNEL DE SOUTIEN

CÔTE INTÉRIEURE CRIS : ½ AVOCAT ½ PERSONNEL DE SOUTIEN

SERVICE D'ENQUÊTE SUR MISE EN LIBERTÉ AU NUNAVIK : 1 AVOCAT, 1 PERSONNEL DE SOUTIEN

CETTE RÉGION EST DESSERVIE PAR LA COUR ITINÉRANTE DU QUÉBEC.

---

## MINISTÈRE

---

### SOUS-MINISTÉRIAT DES SERVICES À L'ORGANISATION

### SOUS-MINISTÉRIAT DES SERVICES DE JUSTICE, DES REGISTRES ET DE LA TRANSFORMATION

STRATÉGIE D'ACTION GOUVERNEMENTALE VISANT À CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE

ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES EN DATE DU 31 MARS 2021

MESURE	RESPONSABLE	ÉTAT D'AVANCEMENT
<b>20</b> NOUVEAUX POSTES D'AVOCATS À LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	CSJ	<b>20</b> POSTES POURVUS
<b>27</b> NOUVEAUX EFFECTIFS DE SOUTIEN À LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	CSJ	<b>27</b> POSTES POURVUS

#### LÉGENDE

CSJ : COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES